

La santé, soluble dans les pesticides ?

Louise Vandelac and Marie-Hélène Bacon

Number 793, November–December 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/86716ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Vandelac, L. & Bacon, M.-H. (2017). La santé, soluble dans les pesticides ? *Relations*, (793), 7–8.

le sujet. Par ailleurs, *Le Devoir* rapportait fin août que le Mouvement Desjardins est sous pression de la part de plusieurs Premières Nations afin qu'il retire son financement du projet de pipeline Trans Mountain, de la compagnie Kinder Morgan, en Colombie-Britannique. Auparavant, Desjardins avait annoncé en juillet un moratoire sur de nouveaux investissements dans des projets d'oléoducs, sur lesquels l'institution financière devrait statuer cet automne.

Aux États-Unis, plusieurs universités ont déjà fait le choix du désinvestissement des énergies fossiles et l'idée chemine dans le monde chrétien. De notre côté de la frontière, les jésuites du Canada anglais ont à leur tour annoncé, en octobre 2016, qu'ils sortiront d'ici cinq ans de leur portefeuille leurs avoirs dans le secteur des énergies fossiles. Cette politique vaudra pour la nouvelle province qui sera créée en juillet 2018 et qui réunira l'actuelle province du Canada anglais et celle du Canada français et d'Haïti. Depuis, les jésuites italiens et australiens ont fait de même, stimulés par l'encyclique écologique *Laudato si'* du pape François.

L'humanité fait face à un défi majeur. Plusieurs, dont le pape François, critiquent les tergiversations des États. Globalement, les sociétés constatent le problème mais ne veulent pas encore changer le système économique. Ici, au Canada, le gouvernement Trudeau continue de vouloir développer des infrastructures de production et de transport d'hydrocarbures pour encourager l'industrie albertaine du pétrole, alors que les impératifs liés aux changements climatiques exigent de laisser cette ressource sous terre si on souhaite limiter la hausse de la température du globe à 2°C. La nécessaire transition énergétique exige de développer rapidement des sources d'énergie renouvelables. Déjà, certains villages allemands et l'État du Vatican ont un bilan énergétique positif, c'est-à-dire qu'ils produisent, à partir de sources renouvelables, plus d'énergie qu'ils n'en consomment. Les panneaux solaires, par exemple, sont de plus en plus rentables.

En ce sens, la campagne de désinvestissement contribue à la prise de conscience de l'urgence d'agir. La Grande-Bretagne a annoncé l'été dernier qu'elle interdira les voitures à essence ou à diesel

d'ici 2040. En effet, le prix des batteries aux ions de lithium a connu des baisses allant jusqu'à 73% depuis 2010 et on prévoit que cette tendance se maintiendra dans les deux prochaines décennies, de sorte que les véhicules électriques pourraient se vendre au même prix que les véhicules à combustibles fossiles d'ici 2025, et à prix inférieur par la suite. Enfin, notons que le jour même de la manifestation du 8 septembre dernier, à Montréal, Michael Sabia, président de la Caisse de dépôt et placement, a affirmé qu'il n'écartait pas la possibilité d'un moratoire sur les investissements dans l'industrie pétrolière. Est-ce le début d'une prise de conscience? C'est à suivre. ☺

LA SANTÉ, SOLUBLE DANS LES PESTICIDES?

Devant le danger que représentent les pesticides à base de glyphosate pour la santé et l'environnement, les pouvoirs publics s'esquivent.

Louise Vandelac et Marie-Hélène Bacon

Les auteures sont respectivement professeure titulaire à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM et chercheuse au GRETESS de l'UQAM

En 40 ans, 61% des oiseaux chanteurs du Canada ont été décimés et 1,2 million de plus meurent chaque année, notamment à cause de l'usage des pesticides – et l'hécatombe s'accélère. Car en détruisant toutes les « mauvaises herbes » et les insectes pollinisateurs indispensables aux cultures, l'usage intensif des pesticides, sous contrôle des multinationales des semences et des OGM, menace des pans entiers de la biodiversité, voire de l'alimentation et de la santé.

Que font les pouvoirs publics? Dans le cas des pesticides les plus utilisés au monde, à savoir les herbicides à base de glyphosate (HBG), dont le plus connu est le Roundup, produit phare de Mon-

Médicaments trop chers

Mandaté en 2016 pour évaluer les coûts liés à la création d'un régime d'assurance médicament pancanadien, le directeur parlementaire du budget de la Chambre des communes a rendu public son rapport en septembre dernier, dans lequel il conclut qu'un tel régime permettrait de faire d'importantes économies dans les dépenses des médicaments d'ordonnance, soit environ 4,2 milliards de dollars annuellement. Les patients verraient quant à eux leurs dépenses pour ce type de médicaments diminuer de 69% à 100%, selon leur niveau d'admissibilité aux exemptions de contribution. Dans la foulée de ce rapport, la Coalition solidarité santé, un regroupement de syndicats et d'organismes communautaires québécois, souhaite sensibiliser la population aux inégalités qu'induit le régime d'assurance médicaments hybride public-privé au Québec. Elle rappelle que les Québécois paient les médicaments sur ordonnance 35% plus cher que la moyenne des autres pays de l'OCDE et milite pour un régime d'assurance médicaments entièrement public (voir <remedeauxcoupures.cssante.com>).

santo, ils en encouragent l'utilisation. À l'échelle mondiale, ses usages sont passés de 3200 tonnes par an en 1974 à 825 000 tonnes en 2014. Ils ont été multipliés par 100 depuis 1974 aux États-Unis et, au Québec, par presque 6 depuis 1992. L'introduction, en 1996, des OGM de soja, de maïs et de canola, conçus pour absorber ces herbicides sans en mourir, a fait exploser l'usage de ces produits dans pratiquement toutes les cultures.

Peut-on alors s'étonner que le glyphosate soit présent dans les trois quarts des échantillons d'eau de pluie et d'air analysés d'une région de grande culture aux États-Unis¹ et dans tous les cours d'eau des zones agricoles intensives du Québec? Ces résultats inquiètent, surtout quand on sait qu'au Québec, les seuils permis de glyphosate dans l'eau potable sont 2100 fois supérieurs à ceux autorisés en Europe. En effet, même aux très faibles doses permises en Europe, des effets significatifs du glyphosate sur la santé (tumeurs et problèmes aux reins et au foie) ont été observés lors d'une étude de deux ans menés sur des rats². De plus, le

Énergie Est: une immense victoire citoyenne

Bonne nouvelle sur le front de la lutte contre les énergies fossiles : le 5 octobre dernier, la pétrolière albertaine TransCanada a confirmé l'abandon du projet d'oléoduc Énergie Est, qui devait parcourir 6 provinces, de l'Alberta jusqu'au Nouveau-Brunswick, et transporter annuellement 400 millions de barils de pétrole des sables bitumineux sur quelque 4600 km. Au Québec seulement, l'oléoduc aurait traversé plus de 800 cours d'eau, dont le fleuve Saint-Laurent, menaçant les ressources hydriques et la biodiversité.

Si le prix du baril de pétrole, qui n'a cessé de dégringoler depuis 2014, fait assurément partie des raisons du retrait du projet, on ne peut passer sous silence l'influence de la forte mobilisation des mouvements citoyens, autochtones et écologistes des dernières années, notamment au Québec. De Coule pas chez nous ! à Greenpeace, des Mohawks de Kanesatake aux nombreuses municipalités et collectivités mobilisées le long du Saint-Laurent pour



Une délégation de Coule pas chez nous ! s'était jointe à une manifestation contre Énergie Est en mai 2015 à Red Head, près de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick. Photo: Flickr/Robert van Waarden

contre le projet, Énergie Est a provoqué une véritable levée de boucliers auprès de larges pans de la société civile et de la classe politique, mettant de nombreux bâtons dans les roues de ce projet. Un bel exemple qui montre que les luttes paient lorsqu'il y a convergence des actions !

Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé considère que le glyphosate est un cancérigène probable et que d'autres composantes des HBG peuvent être jusqu'à 1000 fois plus toxiques encore³. À noter, dans le cadre des procès intentés en Californie contre Monsanto par une centaine de malades atteints de cancer, des documents internes ont révélé des pratiques douteuses de la multinationale pour ne pas ébruiter la toxicité du glyphosate et pour démolir des études critiques.

Faisant fi de ces éléments troublants, le Canada a reconduit pour 15 ans, en avril dernier, l'homologation du glyphosate, et ce, sur la base de documents si datés, partiels et partiels que sa crédibilité en est minée. En effet, le document censé fonder l'évaluation de cette décision – « Glyphosate: projet de décision de réévaluation PRVD2015-01 » de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire –, notamment au chapitre de la santé, s'appuie pour le volet « toxicologie » sur 118 références non publiées et

secrètes fournies par l'industrie et 7 autres non identifiables, tandis que 98 % des 340 références du volet « risques alimentaires » proviennent de l'industrie et datent essentiellement d'avant 2000, ne reflétant donc aucunement l'état des connaissances produites au cours des 15 dernières années.

Relevant de sérieuses lacunes et omissions, plusieurs avis d'objection – dont le nôtre – demandent à la ministre fédérale de la Santé de créer un comité d'examen indépendant conformément au paragraphe 35 (3) de la Loi canadienne sur les produits antiparasitaires, un geste d'indépendance qui s'impose. Rappelons que le Parlement européen a exclu les lobbyistes de Monsanto pour refus de répondre aux allégations d'influences indues sur les études réglementaires sur la sécurité du glyphosate (*The Guardian*, 28 septembre 2017).

Et que fait le Québec sur ces enjeux? Après 20 ans de stratégies de prétendue « réduction des pesticides », toutes de cuisants échecs, la plus récente, la Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018,

propose des modifications réglementaires pour interdire certains pesticides toxiques, tout en déléguant à des agronomes, sans formation en santé et souvent payés par l'industrie, la responsabilité d'en autoriser l'utilisation. C'est le cas de l'atrazine, bannie en Europe depuis 2004, du chlorpyrifos, aux effets neurotoxiques avérés, et de trois néonicotinoïdes tueurs d'abeilles. Quant aux HBG, qui constituent à eux seuls 42 % des pesticides en usage au Québec... comme c'est étrange, le ministère du Développement durable les a délibérément ignorés! ☹

1. Voir « Cinq questions sur la bataille autour du glyphosate », sur le site <lemonde.fr/planete>, 25 septembre 2017.

2. G.É. Séralini et al., « Republished study: long-term toxicity of a Roundup herbicide and a Roundup-tolerant genetically modified maize », *Environmental Sciences Europe*, 26:14, 2014.

3. R. Mesnage et al., « Potential toxic effects of glyphosate and its commercial formulations below regulatory limits » *Food Chemical Toxicology*, 84, août 2015.